



Perspectives Sociétales

AGRICULTURE ET ALIMENTATION MONDIALE *Nourrir l'humanité demain*

PRÉAMBULE

Le défi que l'humanité doit relever d'ici à 2050 est de nourrir 2 milliards d'êtres humains supplémentaires. Ce qui suppose d'augmenter considérablement la production sans dégrader l'environnement. Si ce défi n'est pas relevé dans le respect des valeurs humanistes de solidarité, de justice et d'égalité, les conséquences humaines, sociales, politiques, écologiques seront dramatiques. Heureusement l'humanité n'est pas démunie de solutions et de moyens. Encore faut-il que ses responsables politiques aient la volonté de les mettre en œuvre.

1. SEPT ENJEUX MAJEURS

Pour l'avenir de l'humanité, les enjeux sont d'une importance vitale tant par leur amplitude, leur diversité, leur complexité que leur étroite interdépendance.

1. ENJEU DÉMOGRAPHIQUE

Aujourd'hui, notre terre compte un peu plus de 7 milliards d'habitants. Déjà, nous ne parvenons pas à nourrir tout le monde. Près d'un milliard d'êtres humains souffrent de famine, dont 650 millions de paysans ! Une personne sur sept ! Chaque jour, 25.000 personnes, dont 14.000 enfants meurent de faim. Or nous serons deux milliards de plus en 2050, c'est à dire demain. Qu'on ne s'y méprenne pas, il y a urgence. Au-delà de ces chiffres, c'est un **véritable enjeu de justice sociale, de respect de la dignité humaine et de simple droit**. En effet, il existe un **droit à l'alimentation**. Il a été défini par Olivier de SCHUTTER, rapporteur spécial des Nations Unies, comme "le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif (...) à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante..." Bien que ce droit soit inscrit dans les textes internationaux, il est loin d'être appliqué.

2. ENJEU ENVIRONNEMENTAL

Il faudra donc augmenter la production de denrées agricoles. De 50 à 70 % selon les régions du monde si l'on veut répondre à cette demande alimentaire et nourrir toute l'humanité. Mais, compte tenu de la contrainte écologique, cette forte augmentation de la production ne devra pas se faire au détriment de l'environnement. Il faudra produire plus en polluant moins. Produire sans augmenter la quantité de gaz à effet de serre, sans épuiser la ressource en eau et sans en dégrader la qualité. Sans détruire les terres agricoles dont déjà 0,5 % de la surface disparaît chaque année de façon irréversible. Sans réduire la biodiversité déjà gravement menacée. Sans aggraver la déforestation. Toutes ces ressources naturelles sont indispensables à la survie de l'humanité. Une terre inhospitalière ne peut nourrir l'humanité. Comme l'explique Michel GRIFFON(1), « les grands modèles climatiques à long

terme indiquent un assèchement général du climat ». Non seulement l'agriculture ne doit pas accentuer cette tendance, mais elle peut en choisissant certaines techniques agronomiques, apporter sa contribution à la lutte contre le réchauffement climatique. On le voit, la contrainte écologique est donc très forte. Et on est obligé d'en tenir compte. L'humanité ne peut se permettre de choisir un type de développement agricole qui, au-delà d'effets bénéfiques immédiats sur les productions, ne serait pas durable sur le long terme et dégraderait plus encore les ressources naturelles.

3. ENJEU ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Au-delà de la simple production, l'un des enjeux consiste à maîtriser les flux des matières premières agricoles et des denrées alimentaires et de les répartir dans un souci de justice et d'équité. Ces produits ne sauraient être considérés comme n'importe quelle marchandise. Ils doivent être protégés de toute spéculation, source d'une variabilité des prix insupportable aux producteurs et aux consommateurs. Il faut donc une politique de stockage et de régulation des prix.

4. ENJEU SOCIAL ET D'EMPLOI

Plus de 3 milliards de personnes vivent directement ou indirectement de l'agriculture. Une grande partie de la population mondiale à venir, notamment dans les pays industriellement les moins développés, n'aura d'autre solution que de travailler dans l'agriculture. Ainsi il pourrait y avoir 4,4 à 4,5 milliards de personnes en 2050 œuvrant dans ce secteur. **Cette source d'emplois locaux est une richesse qu'il faudra préserver, sous peine d'assister à d'immenses déplacements de populations, à une urbanisation anarchique, à une accentuation des inégalités et de la pauvreté.** Actuellement un agriculteur sur cinq souffre de la faim. Un grand nombre de petits producteurs survivent sur leurs propres exploitations ; seul un petit nombre parvient à dégager un excédent de production vendue sur le marché local ou national. Si ces derniers parviennent à investir et à se développer, les autres sont souvent conduits à l'exode. Il faut éviter que ce mouvement s'accélère et s'amplifie. **En termes d'emplois, l'agriculture est bien un secteur d'avenir.**

5. ENJEU DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE POUR LES ÉTATS

Au lendemain de la grande crise alimentaire de 2007-2008, qui a provoqué des émeutes de la faim dans plus de 40 grandes villes, nombre d'Etats, comme la Chine, les Pays du Golfe, la Corée du Sud etc. ont cherché à assurer la sécurité alimentaire de leurs populations. Mais ils le font au détriment de la souveraineté alimentaire d'autres nations, notamment africaines, en achetant ou louant des surfaces agricoles considérables. Selon l'ONG GRAIN, aujourd'hui 130 millions d'hectares ont fait l'objet d'accaparements. Or, on ne saurait accepter que la sécurité alimentaire des uns soit assurée au détriment de la souveraineté alimentaire des autres. D'autant que cette main mise s'accompagne d'un cortège d'effets pervers: disparition des cultures vivrières, prolétarianisation des paysans locaux, exode rural, corruption des élus...

6. ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE ET D'HABITUDES ALIMENTAIRES

Au-delà de la question de la sécurité alimentaire, qui consiste à assurer l'accès à la nourriture pour tout le monde, il y a aussi un enjeu de santé publique. Tandis que certains meurent de faim, le nombre d'obèses ne cesse de croître, notamment dans les pays développés. Il sera donc **nécessaire de modifier certaines habitudes alimentaires, de réduire la consommation notamment de produits carnés, de limiter le gaspillage...**

7. ENJEU DE STABILITÉ POLITIQUE, DE GÉOPOLITIQUE ET DE PAIX

Si l'on considère l'ensemble de ces enjeux, on voit à quel point ils sont étroitement liés les uns aux autres. A quel point les contraintes démographiques, écologiques et de justice sociale sont fortes. **Selon les choix qui seront faits, l'humanité parviendra à se nourrir ou elle abandonnera des milliards d'individus à la famine.** L'environnement sera préservé ou fortement dégradé. Les agriculteurs pourront demeurer sur leurs terres ou se lanceront dans d'immenses exodes et migrations... On voit donc, qu'au bout du compte, **c'est la stabilité politique et sociale de nombreux pays et de grandes régions du monde, c'est la paix, la démocratie, en un mot, et à très court terme l'avenir de l'humanité qui sont ici en jeu.**

2. TROIS TYPES DE SOLUTIONS

Face à ces défis et à ces enjeux, l'humanité n'est pas démunie de moyens et de solutions. Leur mise en oeuvre devra obéir à une double exigence : celle de justice sociale, d'égalité et celle du respect et de l'application du Droit à l'alimentation.

Il importe donc que ce droit inscrit dans des textes internationaux en tant que principe, soit traduit dans les législations nationales. Que les Etats, groupes d'États et la communauté internationale, mettent en œuvre les politiques adéquates pour assurer à tous les êtres humains, dans les pays industrialisés, comme dans les pays en développement, une alimentation saine et suffisante.

Ces solutions sont de trois ordres : agronomiques, économiques et sociales. Mais toutes trois relèvent en dernière instance de décisions politiques.

1. SOLUTIONS AGRONOMIQUES LIEES AUX PRATIQUES AGRICOLES

Aujourd'hui, un modèle de production agricole domine largement ; il est répandu dans les pays développés comme dans les pays émergents. C'est ce que l'on appelle communément l'agriculture intensive, productiviste. Ce modèle est fondé sur une utilisation massive de la chimie, de la mécanisation, et accorde un primat à la monoculture. Or de l'avis général ce modèle semble avoir atteint ses limites. Limites écologiques, économiques et sociales. Il faudrait donc sinon l'abandonner totalement, du moins en limiter l'usage et diversifier les modèles de production. Il faut, comme le disait Edgar PISANI, ancien ministre de l'Agriculture, mobiliser toutes les agricultures. Ou comme le préconisait Jacques CAPLAT⁽¹⁾, agronome et géographe, « changer de paradigme », c'est-à-dire **passer à une agriculture qui privilégierait non plus les mécanismes de la chimie, mais ceux de la biologie des écosystèmes dans toutes leurs diversités**, telle par exemple la lutte intégrée etc. Un tel changement ouvrirait la porte à une très large diversification des modèles d'exploitation.

Pour augmenter la production, il est préférable d'accroître les rendements là où ils sont faibles, plutôt que les surfaces, car cela se ferait au détriment de la forêt tropicale et de la biodiversité. Dans le même temps, il faut aussi minimiser le recours aux "intrants": engrais, produits phytosanitaires et à l'irrigation, pour des raisons de coût et de préservation de la planète.

Ainsi, la mise en œuvre de solutions techniques qui non seulement ne polluent pas, mais qui renouvellent la fertilité des sols, qui préservent la ressource en eau et soient viables à long terme est la seule alternative.

Elle repose essentiellement sur les mécanismes naturels, biologiques et écologiques, et les spécialistes s'accordent à dire que, de ce point de vue, des possibilités tout à fait importantes existent. **L'écologie scientifique deviendrait alors la référence à partir de laquelle on peut espérer accroître les rendements.**

L'intérêt de cette solution est qu'elle peut être mise en pratique partout. Dans les pays pauvres car la mise en œuvre des mécanismes écologiques fait appel à une main-d'œuvre nombreuse, et non plus à des intrants industriels coûteux. De plus, comme l'énonce fort bien Michel GRIFFON, « l'avenir de la production est entre les mains des agriculteurs pauvres. Il n'est pas entre les mains d'exploitations agricoles de grandes dimensions. »

En effet, il n'y a pas de grandes agricultures en Chine, en Inde et en Afrique, particulièrement en Afrique là où il faudra développer la production. Ces méthodes sont aussi applicables dans les pays développés, dans une perspective de dépollution et de restauration des sols.

Ainsi peuvent être mobilisées des agricultures diversifiées fondées sur l'agro-écologie: si ce terme s'implante de plus en plus dans la société, il recouvre des pratiques agronomiques diverses permettant d'évoluer vers une agriculture durable et d'assurer la **transition vers la généralisation de pratiques respectueuses des agro-écosystèmes, condition première de la survie de l'humanité.**

L'agro-écologie permet de s'orienter vers une combinaison optimale des facteurs de production en fonction des situations climatiques, écologiques, économiques et sociales, tirant le meilleur parti des conditions locales. Elle favorise aussi le maintien des populations rurales sur leurs terres.

Quatre conditions au moins sont indispensables :

- sensibiliser un plus grand nombre de chercheurs à l'existence de ces solutions et s'engager massivement dans une recherche indépendante en faveur d'une agriculture agro-écologique dans toutes ses composantes: agriculture écologiquement intensive,

agriculture biologique, agriculture de conservation des sols, agroforesterie, techniques culturales simplifiées... Toutes seront nécessaires.

- revoir la formation des agronomes et des jeunes agriculteurs en centrant l'enseignement sur l'intégration des dimensions écologiques, économiques, sociales... plutôt que sur la performance technique, par le retour à l'étude des principes de base de l'agronomie et des techniques culturales et d'élevage respectueuses des ressources naturelles.
- assurer à tous l'accès aux progrès scientifiques et techniques garantissant l'autosuffisance des populations en fondant les politiques agricoles sur un principe de solidarité et d'égalité de traitement entre les producteurs du monde.
- garder dans le domaine public et accessible à tous le patrimoine génétique mondial des plantes cultivées.

2. SOLUTIONS ÉCONOMIQUES

Créer une Organisation Mondiale de l'Alimentation (OMA)

Les produits de la pêche et de l'agriculture destinés à l'alimentation, pour des raisons politiques et purement éthiques, en un mot pour des raisons humanistes, ne peuvent être considérés comme n'importe quelle marchandise, ni comme objet de spéculation. Il faut sans doute **imaginer au niveau mondial comme au niveau des grandes régions agricoles du monde, un système de régulation des prix et des stocks**. Cette régulation aurait pour objectif de maîtriser les flux des produits alimentaires, d'éviter la spéculation et la volatilité des prix des matières premières agricoles constituant la base de l'alimentation, donc **d'assurer un minimum de garantie de prix qui préserve l'avenir des agriculteurs**. Comme l'affirme Michel GRIFFON, "tout cela légitime de mettre un peu d'intelligence au service de la régulation des marchés". Ce qui implique: un pouvoir centralisé qui soit capable de piloter le système, des marchés communs agricoles au niveau de grandes régions mondiales qui garantissent des prix convenables aux paysans, les protègent du dumping des importations et fixent le cadre d'une véritable politique foncière. Cela suppose aussi des systèmes d'information performants et indépendants, et surtout une réelle volonté politique.

Il faudra compter aussi sur les conséquences des changements climatiques qui devraient créer des situations géopolitiques nouvelles et conduire à accroître la volatilité des cours internationaux.

Seule, la création d'un organisme dédié, telle qu'une Organisation Mondiale de l'Alimentation (OMA) complétant les organismes existants comme la FAO qui a montré ses limites et le Fonds Mondial pour l'alimentation, permettrait de répondre à ces impératifs.

Repenser la Politique Agricole Commune (PAC) à l'horizon 2020

L'Union Européenne est le 1er importateur mondial de produits agricoles dans le monde et le 2ème exportateur mondial talonnée maintenant par les pays émergents. Elle **se doit de contribuer à relever le défi alimentaire mondial et à mettre en avant sa forme d'organisation régionale**.

Les décisions de juin 2013, bien qu'elles soient insuffisantes, vont dans le bon sens sur la répartition des aides et la prise en compte de l'environnement. Concernant les aides, elles devraient permettre un rééquilibrage en faveur des petites exploitations ce qui va réintroduire un peu de justice sociale par rapport aux revenus des agriculteurs. Mais cette réforme ne permettra pas d'agir sur la volatilité des prix des produits agricoles. Comme l'a précisé Régis HOCHART⁽¹⁾, **la Politique Agricole Commune (PAC), doit remettre en place les outils de régulation imaginés en 1957 et qui ont été progressivement supprimés: modulation des aides en fonction des cours des produits, systèmes de stockage** lorsqu'il y a surproduction jouant un rôle tampon sur l'augmentation des prix en cas de pénurie, sur la baisse en cas de surproduction. **Ce système assurerait des "stocks de sécurité alimentaire"**. Une telle évolution de la Politique Agricole Commune permettrait aux institutions européennes de développer ainsi une stratégie internationale offensive au service de la régulation des marchés et de la sécurité alimentaire.

Concernant la prise en compte de l'environnement, **la PAC doit inciter les agriculteurs à modifier leurs pratiques en accentuant l'éco-conditionnalité des aides**, c'est-à-dire conditionner l'attribution des aides à des évolutions en matière de protection des sols, d'environnement, de biodiversité, de gestion de l'eau, de diversification des cultures, de réduction des consommations énergétiques.

La PAC doit aussi **promouvoir la production de protéines végétales** pour limiter les importations massives de soja, **favoriser le maintien de l'élevage sur les territoires herbagers** afin de privilégier la production de protéines animales à partir de l'élevage à l'herbe. En somme **re-diversifier les agricultures sur les territoires**.

3. SOLUTIONS A CARACTÈRE SOCIAL

Enfin, il y a des solutions qui nécessitent des changements de comportements alimentaires des consommateurs notamment dans les pays les plus riches. Ces changements portent au moins sur trois points : lutter contre le gaspillage, réduire la consommation de produits carnés, éduquer les enfants à la nutrition.

Il est évident que nous n'aurons jamais assez de terres pour nourrir à la fois les hommes et tous les animaux si 9 milliards d'êtres humains souhaitent manger de la viande, et encore moins si l'on consacre des surfaces importantes à la production d'agro-carburants. En effet, selon Michel GRIFFON, il faut de 3 à 15 calories de céréales ou d'oléo-protéagineux pour produire une calorie de viande. Or, les nouveaux riches des pays émergents (Chine, Brésil, etc.) ressentent le fait de manger de la viande comme l'expression de leur nouveau bien-être et de leur réussite sociale. **Nos sociétés doivent donc repenser leurs consommations alimentaires ; cela passe par la responsabilisation des consommateurs, en donnant la priorité à la lutte contre le gaspillage alimentaire.**

En effet, aujourd'hui, du champ à l'assiette, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation estime qu'en moyenne **30% de la production alimentaire est gaspillée. Une réduction significative de ce gaspillage suffirait déjà à nourrir le milliard d'êtres humains qui souffrent de la faim.**

De surcroît, la modification des habitudes alimentaires est une condition indispensable à la nécessaire transition écologique (moins de protéines animales, plus de produits locaux et de saison ...).

Autre solution à caractère social, **l'éducation à la nutrition dans les écoles**, comme cela se pratique par exemple au Japon. De tels changements passeront en effet en priorité par une sensibilisation des enfants "consomm'acteurs" de demain, au sein de la famille comme à l'école, à **l'importance d'une alimentation équilibrée et variée indispensable à une meilleure santé.**

Enfin, à la frontière du social et l'économique, il faut **encourager les circuits de proximité et le recentrage de l'agriculture sur les territoires** qui favorisent les relations directes entre producteurs et consommateurs, ce qui entraîne une reconquête des prix pour les agriculteurs.

CONCLUSION

Nous savons que si dans moins de deux générations, lorsque la planète comptera 9 milliards d'individus, l'alimentation de l'humanité n'est pas sécurisée et assurée, il se produira des événements graves susceptibles de menacer la paix mondiale. Nous savons également que les changements climatiques attendus, auront des répercussions sur les productions agricoles dans de vastes régions du monde.

Nous connaissons aussi les solutions. Nous ne manquons pas de moyens. De plus, un nombre croissant de personnes prend conscience de la grandeur du défi et des enjeux. Une véritable conscience citoyenne mondiale émerge. Alors que manque t-il ?

Il manque une réelle volonté politique qui s'exprimerait au niveau supranational. Une mobilisation et une coordination des responsables politiques nationaux et internationaux. Une capacité de chacun de ces Etats et de chacune de ces Nations à surmonter leurs égoïsmes et leurs seuls intérêts pour considérer l'intérêt général de l'humanité toute entière.

Cette question de l'alimentation mondiale ne sera résolue dans de bonnes conditions que si l'on met en place simultanément :

- **une politique agricole et des réformes agraires dignes de ce nom** dans nombre de pays de la planète qui garantissent aux paysans un véritable accès à la terre,
- **une organisation mondiale capable de gérer les flux agricoles** de telle sorte qu'ils échappent à la spéculation, dotée d'une réelle politique de stockage et de stabilisation des prix,

- **des organisations de marché dans les grandes régions du monde**, à l'exemple de ce qu'a fait l'Europe avec la Politique Agricole Commune, qui assurent aux paysans des prix garantis, les protègent du dumping des produits exportés et leur permettent d'investir et de vivre.

⁽¹⁾ Conférence Publique « Nourrir l'Humanité demain : quels enjeux, quels choix pour un humaniste ? organisée par la Fédération Française de l'Ordre Maçonnique Mixte International "LE DROIT HUMAIN" le 16 mars 2013 à Paris avec la participation de Michel GRIFFON, Régis HOCHART et Jacques CAPLAT.